

Perspectives pour une Union économique eurasiatique : le point de vue de l'ambassadeur de Russie en France



Source [Geopragma]

A l'heure où le monde des affaires et celui de la géopolitique sont plus intriqués que jamais et où l'Eurasie apparaît comme la nouvelle dimension dans laquelle doit se poursuivre le développement économique et stratégique de l'Europe, GEOPRAGMA a eu l'honneur, en partenariat avec l'Association PARIS-BERLIN-MOSCOU, d'organiser le 29 janvier dernier un dîner-débat autour de Son Excellence Monsieur Alexey I. Meshkov, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en France et à Monaco et d'un parterre restreint d'experts et de représentants du monde des affaires.

Le thème de la rencontre était : « L'Union Economique Eurasiatique, la nouvelle frontière économique et stratégique pour la France et l'Union européenne ? ».

S.E.M. Alexey I. Meshkov a partagé avec nous, dans un échange vivant et chaleureux, sa vision des structures existantes, des perspectives de coopération et des opportunités d'affaires pour la France et l'Europe dans le cadre des diverses organisations et institutions régionales eurasiatiques, et plus particulièrement dans celui de l'Union Economique Eurasiatique.

Le texte de son intervention est disponible ci-dessous.

Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, permettez-moi de remercier les organisateurs de cette rencontre qui ont eu l'excellente idée de ce débat, important pour nous et pour nos partenaires, sur le développement de l'Union économique eurasiatique (UEE) et les perspectives de sa coopération avec l'Union européenne (UE), la France, les autres pays, les organisations internationales et les entités d'intégration.

En 2019, les Etats membres de l'UEE — l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et la Russie — ont fêté les 5 ans du Traité fondateur de l'Union et les 25 ans de l'idée de l'intégration eurasiatique. Comparé à l'Union européenne, avec ses structures et ses organes supranationaux, nous sommes encore au début du chemin. Néanmoins, en 5 ans d'existence, l'UEE a fait ses preuves et s'est transformée en une entité d'intégration au développement dynamique. À mon sens, nous réussirons à atteindre l'objectif clé que nous nous sommes fixés en nous engageant sur le chemin de l'intégration. Il consiste en une amélioration du bien-être et du pouvoir d'achat de nos ressortissants, à travers une intégration économique approfondie, en réunissant les conditions favorables à l'avènement et au maintien d'une grande croissance des économies nationales, et de nouvelles opportunités pour les entreprises. Grâce à l'UEE, les personnes qui résident au sein des pays membres peuvent circuler librement à l'intérieur de ses frontières et sont dispensées de demander des permis de travail grâce, entre autres, à la reconnaissance mutuelle des diplômes. Nous avons mis en place un seul marché du travail, ce qui est une grande réussite au regard du chaos qui régnait dans les années 1990. Nous avons adopté une réglementation unique de la circulation des biens qui a permis d'améliorer de manière substantielle la qualité et la sécurité de

nombreuses marchandises offertes aux consommateurs. Nous avons amélioré la qualité des services accessibles à tous les ressortissants des pays membres, et aux mêmes conditions dans tous les États de l'Union.

Nous créons des conditions confortables pour la vie des gens. Les actifs peuvent non seulement circuler et être embauchés sans contraintes, mais en plus, ils perçoivent des pensions en conservant les cotisations-retraite accumulées dans tel ou tel pays membre de l'UEE, ils sont éligibles aux soins de santé, ils peuvent inscrire leurs enfants dans les écoles et les maternelles.

Nous créons des conditions favorables aux affaires, aux investissements et à l'export vers les pays tiers (au cours des dernières années, les échanges commerciaux internes ont augmenté de presque 32%). Ces objectifs sont favorisés par le marché unique, l'abattement des frontières douanières internes, la libre circulation des capitaux, des services et des technologies, ainsi que la lutte institutionnelle contre les barrières commerciales à l'intérieur de l'Union. A titre d'exemple, 51 obstacles ont été levés depuis 2016.

Nous avons réussi à développer au sein de l'UEE une culture d'échanges et de résolution des différends par le biais d'un dialogue dont j'espère qu'elle primera pour le règlement des futures divergences, s'il en est. Je tiens à insister à ce propos sur le primat du consensus.

La voie de l'intégration est semée d'embûches, car elle impose de modifier les législations nationales et de placer les intérêts communs avant ses propres intérêts, de rechercher un avantage pour tous en faisant appel à la capacité de trouver des compromis, des solutions consensuelles, de renoncer à l'égoïsme national au nom de la communauté de l'avenir. Cela exige une certaine sagesse politique, une confiance mutuelle, du respect et de la transparence.

Je vous mentirais si je vous disais que tout se passe comme sur des roulettes et qu'aucune divergence de vision ne vient perturber notre action. Il est normal pour une jeune organisation comme l'UEE, surtout à ses débuts, que ses membres se positionnent différemment sur certains sujets. Mais les sources d'incompréhension s'estomperont à mesure que nos législations seront harmonisées.

Comme le suggère l'expérience, il y aura toujours des sceptiques et des opposants à l'Union. Elle suscitera inévitablement des débats animés. Je reste néanmoins convaincu que la création de l'Union va dans le sens de l'histoire de l'humanité qui nous condamne à nous rapprocher, dans le contexte de la mondialisation, qu'on le veuille ou non. Il est permis de provisoirement dévier de ce chemin pour équilibrer sa ligne directrice, s'assurer que son potentiel national est pleinement exploité, que l'on agit dans l'intérêt de ses ressortissants et que rejoindre l'Union ou un autre mouvement global ne sera pas préjudiciable. Je pense toutefois qu'il n'existe aucune alternative à l'intégration, que ce soit dans le cadre de l'UEE ou celui d'autres unions, et à leur inter-intégration. Les temps des sociétés prospères dans les limites d'un seul État sont révolus. Nous misons sur l'intégration au sein de l'UEE des entités intégrées.

J'ai déjà évoqué le dynamisme de l'UEE. Son développement prend très sérieusement en compte les défis économiques, technologiques, écologiques et humanitaires modernes. Nos partenaires au sein de l'Union et nous-mêmes sommes déterminés à poursuivre nos efforts pour atteindre les prochains objectifs clés pour l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de nos ressortissants. Dans cette perspective, nous envisageons des politiques uniques ou communes dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie, des transports, etc. ; la mise en place d'un marché financier et d'un espace de paiement commun ; la dédollarisation des économies nationales et l'augmentation de la part des transactions à l'intérieur de l'UEE en monnaies nationales des États-membres, les immunisant de l'effet des facteurs extérieurs (par exemple, le SWIFT, l'implication des banques étrangères correspondantes, les sanctions). Nous souhaitons poursuivre le processus de la numérisation totale de l'économie et de la société, développer une stratégie de développement innovant à long terme, renforcer la coopération scientifique, technique et dans le domaine des hautes technologies, développer des projets communs d'infrastructure. Dans le contexte de la pression permanente exercée par les sanctions, nous réfléchissons à un programme unique de substitution aux importations, basé sur les programmes nationaux respectifs.

Les objectifs stratégiques de l'intégration pour les cinq prochaines années, développés en ce moment, seront un complément issu de l'intégration au développement des économies nationales. Ils permettront de renforcer le rôle et le poids de l'Union dans le système des relations internationales.

Passons maintenant au sujet de la coopération internationale de l'UEE, y compris avec la France et l'UE en général.

Nous constatons avec beaucoup de satisfaction la montée en puissance de l'image internationale de l'Union. L'intérêt des partenaires étrangers pour le développement des relations économiques et commerciales avec l'UEE est croissant. A ce jour, nous parlons avec plus de 50 États et entités qui se sont dits intéressés d'établir ces contacts avec l'Union. L'année même de la création de l'Union en 2015, le premier accord de libre-échange a été signé avec le Vietnam. Depuis, des accords de ce type ont été conclus avec l'Iran, Singapour et la Serbie, ainsi qu'un accord avec la Chine portant sur la coopération économique et commerciale. Des négociations sont en cours au sujet de la création d'une zone de libre-échange avec Israël et l'Égypte et au sujet de la libéralisation du commerce avec l'Inde. Des mémorandums de coopération ont été conclus avec la Grèce, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Cambodge, le Chili, la Mongolie, le Pérou, la Jordanie, le Maroc, Cuba, l'Équateur, le Thaïlande, le Bangladesh et beaucoup d'autres pays, ainsi qu'avec de grandes entités intégrationnistes comme l'ASEAN, le Mercosur, le comité exécutif de la communauté des États indépendants, la communauté des Andes, le système économique d'Amérique Latine, l'Union africaine, l'Alliance du Pacifique. Nous sommes en négociations avec Brunei et la communauté caribéenne.

Notre priorité indiscutable est la fortification du partenariat de l'UEE avec les pays membres de la communauté des états indépendants.

Il est important pour nous de continuer le travail visant à incorporer l'UEE dans le système des relations internationales, d'accélérer sa coopération avec d'autres organisations et entités internationales dont l'OCS, les BRICS, l'UE, l'OMC, l'OCDE et de connecter les processus d'intégration dans l'espace eurasiatique ; de lancer des projets communs visant à introduire les marchandises et les services issus de l'UEE sur les marchés extérieurs, d'accélérer les efforts pour développer conjointement l'infrastructure logistique et de transport, y compris en participant efficacement aux projets relevant de l'initiative "La Ceinture et la Route". Je suis en mesure d'annoncer que nos partenaires chinois et nous-mêmes avons bien avancé là-dessus. Je suis persuadé que le projet de "La Ceinture et la Route" peut ouvrir de belles perspectives à l'UE et à la France qui travailleraient en partenariat avec l'UEE et permettrait aussi d'ébaucher une harmonisation des modes d'échanges entre les différentes structures multilatérales de la région et de rassembler les potentiels des États de l'UEE, de l'OCS, de l'ASEAN et d'autres pays d'Asie concernés.

En ce qui concerne l'Europe, il n'y a pas de contacts permanents au niveau des responsables de la commission économique eurasiatique et de la commission européenne, pas plus qu'entre les membres du collège et les commissaires européens, à notre grand regret. Croyez-moi, nous n'en portons pas la faute. (Nous n'en sommes pas responsables.) Pour l'instant, les échanges réguliers entre ces deux entités intégrationnistes internationales s'arrêtent au niveau des experts et portent essentiellement sur les sujets d'ordre technique. Je suis intimement convaincu que l'UEE et l'UE pourraient avoir un avenir commun. Cette voie est la bonne et nous sommes disposés à continuer de persuader nos partenaires européens que l'intégration de l'UEE et de l'UE serait judicieuse. Nous pouvons compter sur le concours d'entrepreneurs européens désireux de voir s'établir des liens commerciaux et économiques solides. Des centaines de compagnies européennes travaillent sur le marché eurasiatique, dont de nombreuses françaises.

Il faut regarder la vérité en face. L'UE est notre plus grand partenaire en termes de commerce, d'investissements et de technologie, ainsi que le principal importateur des marchandises fabriquées dans les pays membres de l'UEE. L'UE représente presque 50% de notre exportation prise conjointement. 65% des investissements directs dans l'UEE sont européens. En 2018, l'UEE a exporté en UE pour 247,6 milliards de dollars de marchandises, ce qui représente 50,5% des exportations dans les pays tiers, et en a importé de l'UE pour 104,5 milliards de dollars (39,8%). L'UEE fournit l'industrie européenne en matières premières et en carburants (pétrole et gaz naturel), en métaux, ainsi qu'en produits chimiques et en céramique.

Les entreprises européennes sont disposées à investir dans l'UEE, à y localiser leur production et à créer des emplois. Nous le tenons des représentants des compagnies autrichiennes, italiennes, allemandes et françaises, y compris à l'issue du cycle de rencontres à Paris au siège du MEDEF International avec Madame Tatiana Valovaya — ex-membre du collège de la commission économique eurasiatique en charge des questions d'intégration et de coopération internationale, — qui est aujourd'hui à la tête des institutions de l'ONU à Genève.

Je considère aussi comme étant une preuve du rapprochement de l'UE et de l'UEE, le projet de mémorandum « L'espace économique unique de Lisbonne à Vladivostok » rédigé en 2015 à Berlin à l'initiative des entrepreneurs européens. Il est ouvert à la signature des grandes entreprises industrielles et pétrogazières, des unions du patronat et des associations de banques. J'entrevois deux domaines dans lesquels il serait intéressant que l'UE et l'UEE coopèrent en vue de la constitution de cet espace. Le premier a trait à l'élargissement des liens d'affaires et l'augmentation de la compétitivité des entreprises privées, le second à l'amélioration de l'infrastructure logistique et des transports dans l'espace eurasiatique afin d'encourager le commerce et l'investissement. L'UEE est un pont économique idéal reliant l'Est et l'Ouest, et l'Europe et l'Asie, à l'infrastructure unique en cours de mise en place.

Vu les spécificités actuelles de notre coopération avec l'Europe, il serait judicieux d'organiser des échanges avec l'UE de bas en haut, tout en discutant et en appliquant des mesures visant la simplification, l'harmonisation et la robotisation des procédures commerciales, pour l'importation et l'exportation, des formalités de transit et de douane, des règlements techniques, et d'autres procédures standard. J'attire votre attention sur le fait que la réglementation de l'UEE est conforme aux règles de l'OMC ce qui est propice à l'harmonisation des législations de l'UE et de l'UEE dans les différents domaines.

Plus de 50 événements et consultations bilatérales récents impliquant l'UEE et l'UE sont autant de témoignages de notre avancée progressive à la rencontre de l'autre. Il était question de commerce, de la standardisation, des investissements, des innovations, des transports, de l'infrastructure, de l'énergie et de l'économie verte. Ils ont débouché sur la signature du Mémorandum de coopération dans l'agroalimentaire entre l'UEE et le ministère de l'agriculture hongrois en 2016, sur la déclaration de coopération commune entre la commission de l'UEE et le gouvernement de la Grèce en 2017, et sur le mémorandum de compréhension entre l'UEE et le gouvernement des îles Féroé en 2018.

Je veux espérer que la position de la nouvelle commission européenne récemment installée à l'égard de la coopération avec l'UEE sera plus constructive.

L'UEE est en passe de devenir le centre régional d'attraction des investissements et des ressources intellectuelles, des nouvelles technologies, une union puissante, compétitive et prospère. Au sein de l'Union, il est confortable de travailler et d'aller de l'avant. Nous sommes déterminés à développer une coopération mutuellement bénéfique et sur un pied d'égalité avec tous les partenaires étrangers, en tenant compte naturellement de leur disposition à avancer dans notre direction.